

Déclaration du Cap sur l'assurance inclusive

Ambition générale de la Déclaration

L'ambition de la **Déclaration du Cap d'A2ii sur l'assurance inclusive** (« la Déclaration ») est d'accroître la résilience économique et sociétale en renforçant l'accès à l'assurance et son utilisation pour les populations vulnérables et mal desservies.

La Déclaration est un engagement volontaire pris par les autorités de contrôle d'assurance pour favoriser l'apprentissage mutuel, la coopération et les échanges entre pairs sur les défis et les opportunités en constante évolution en matière de contrôle, dans le but d'améliorer l'accès et l'inclusion. La mise en œuvre de la Déclaration sera un processus continu, axé sur la demande et participatif, visant à repousser les limites des connaissances avec et pour les autorités de contrôle.

Ce document présente les cinq objectifs généraux que les autorités de contrôle pourraient poursuivre en appui à la Déclaration. Il s'agit d'un éventail d'options, plus que d'une feuille de route normative. Chaque autorité de contrôle choisira les mesures les plus pertinentes dans son contexte et celles à privilégier.

A2ii, avec le CGAP, facilite l'apprentissage entre pairs sur des thèmes spécifiques et documentera les enseignements tirés des efforts de contrôle visant à atteindre les objectifs généraux afin d'éclairer et d'améliorer les pratiques de contrôle.

Ci-dessous : Les objectifs généraux (OG) et actions possibles de contrôle :



OG1: Des cadres réglementaires et prudentiels qui favorisent l'innovation et s'adaptent à l'évolution du marché



OG 2: Des données nationales sur le recours à l'assurance inclusive, sa portée, ses résultats et son impact, disponibles et utilisées par les contrôleurs



OG 3: Des stratégies d'assurance inclusive qui sont en ligne avec les autres objectifs nationaux de développement



OG 4: Un engagement constructif entre les acteurs des secteurs public et privé est établi



OG 5: Les expériences et enseignements de l'assurance inclusive sont partagés avec les communautés nationale, régionale et mondiale les plus larges.



OG 1: Des cadres réglementaires et prudentiels qui favorisent l'innovation et s'adaptent à l'évolution du marché

Description : Les autorités de contrôle élaborent et mettent en œuvre des cadres réglementaires proportionnés et des pratiques de contrôle adaptées qui favorisent la sensibilisation et l'innovation en assurance inclusive. En même temps, elles veillent à la protection des consommateurs, à l'intérêt des produits pour le marché cible et à la mise en place de pratiques commerciales durables en face des nouvelles technologies (argent mobile, cryptomonnaie, IA...) ; elles surveillent les risques émergents (cybermenaces, fraude, blanchiment d'argent...), l'évolution des marchés (les banques en ligne, les services transfrontaliers, les fusions...), les crises mondiales (pandémies, chocs financiers, guerres, chocs climatiques...) et les changements sociétaux (demandes d'égalité des genres, confidentialité des données, migration et financement du vieillissement des populations).

Les actions possibles de contrôle peuvent être :

1.1 Réaliser une évaluation nationale des insuffisances d'innovation, pour documenter l'état actuel de l'innovation et identifier les obstacles réglementaires et prudentiels à l'innovation.

1.2 Définir des stratégies & outils pour encourager l'innovation, qui peuvent inclure :

- La flexibilité adaptée pour tester les innovations, par exemple en introduisant des « bacs à sable » réglementaires, des pôles d'innovation, des projets pilotes, une approche « tester et apprendre »
- Un traitement réglementaire proportionné des micro-assureurs (octroi d'agrément étagés)
- Des procédures facilitées, par exemple des procédures d'agrément accélérées
- Le renforcement des capacités au sein de l'autorité de contrôle

1.3 Créer un département de l'innovation au sein de l'autorité et former le personnel aux évolutions émergentes.

Exemple : programme d'accélération *BimaLab* Insurtech – participation d'autorités de contrôle à un programme régional d'innovation financé par un organisme donateur

Une idée née lors du premier Laboratoire d'innovation en assurance inclusive (lab *iai – iii Lab*) d'A2ii, et lancée en 2020 au Kenya par FSD Africa. L'objectif du BimaLab est de créer un écosystème d'innovation Insurtech qui soutient la croissance des Insurtechs pour atteindre marchés, communautés et ménages mal desservis. En participant au laboratoire, les

autorités s'engagent à concevoir des environnements réglementaires favorables et à améliorer la profitabilité pour le consommateur.

Les start-ups participantes devraient améliorer la résilience en assurant au total environ 200 000 personnes. Elles bénéficient d'un environnement d'apprentissage structuré, d'un mentorat, de contacts de financement et d'un réseau d'entrepreneurs, de financiers, d'entreprises technologiques et de régulateurs qui partageant les mêmes idées et peuvent les aider à développer leurs activités. Après son lancement réussi au Kenya, le BimaLab a été étendu à d'autres pays, comme le Ghana et le Nigeria.



OG 2: Des données nationales sur le recours à l'assurance inclusive, sa portée, ses résultats et son impact, disponibles et utilisées par les contrôleurs

Description : Les autorités de contrôle conçoivent, en consultation avec le secteur des assurances, des systèmes efficaces de collecte de données, y compris des mesures / indicateurs standardisés, et appliquent des stratégies d'analyse en assurance inclusive pour concevoir des actions et des cadres réglementaires et prudentiels adéquats et fondés sur ces données.

Les interventions possibles de contrôle peuvent être :

2.1 Identifier des lacunes dans les données de l'assurance inclusive et ajuster les états de rapportage en collaboration avec le secteur. Définir des indicateurs pour la collecte de données et exiger des assureurs qu'ils soumettent des données.

2.2 Former le personnel de l'autorité à l'analyse et à l'interprétation des données pour développer des connaissances exploitables.

2.3 Publier régulièrement des données sur l'assurance inclusive.

Exemple : le FemaMeter d'A2ii

Même si la collecte des données d'assurance inclusive est globalement difficile, il faut veiller dès le départ à disposer de données ventilées par genre. L'un des principaux obstacles pour améliorer l'accès des femmes à l'assurance est le manque de données ventilées par genre. Nous savons qu'à l'échelle mondiale, la majorité des personnes non assurées sont des femmes. Mais en réalité, nous ignorons dans quelle proportion.

Le FemaMeter a été développé par A2ii avec le soutien de la Direction du développement et de la coopération suisse pour aider à combler le manque de données d'assurance ventilées par genre. Il s'agit d'un outil Excel qui permet aux superviseurs (et aussi aux assureurs) de collecter et comparer des données ventilées par genre pour 13 indicateurs clés. Ceux-ci

couvrent deux domaines principaux : l'accès au marché et l'usage de l'assurance, ainsi que la gouvernance. Les données sont immédiatement traitées dans l'outil, fournissant des comparaisons simples et visuelles entre hommes et femmes sur des indicateurs comme l'achat de produits, les sinistres et la composition des conseils d'administration.

En 2023, l'autorité de contrôle d'assurance du Népal (la NIA) a été la première dans le monde à déployer le FeMa-Meter. Les données ont révélé que les femmes étaient bien moins enclines que les hommes à déclarer un sinistre —en particulier en assurance non-vie—, et lorsqu'elles le faisaient, le montant moyen de l'indemnité reçue était inférieur. Cela suggère non seulement des problèmes d'accès à l'assurance, mais aussi d'éventuels obstacles dans le traitement des dossiers ou des différences de qualité de couverture. La NIA a élaboré un plan d'action général pour traiter les domaines prioritaires clés d'une égalité entre genres les sexes et d'une inclusivité accrue sur le marché népalais, à partir des résultats du FeMa-Meter.



OG 3: Des stratégies d'assurance inclusive qui sont en ligne avec les autres objectifs nationaux de développement

Description : Les autorités de contrôle favorisent le dialogue et la coopération avec d'autres organes publics comme les banques centrales, et les ministères chargés des finances, de l'agriculture, de la protection civile, de la protection sociale, etc., pour positionner l'assurance et tirer parti de sa contribution aux politiques de développement qui accroissent la résilience économique et sociétale.

Les interventions possibles de contrôle peuvent être :

3.1 Travailler avec le personnel d'autres organes publics (par exemple, le ministère de l'Agriculture), et former ce personnel pour accroître sa sensibilisation et sa compréhension de l'intégration de l'assurance dans les politiques nationales de développement comme les plans CatNat, les stratégies d'inclusion financière, les plans de développement agricole, etc.

3.2 Renforcer les partenariats stratégiques trans-sectoriels pour créer un environnement réglementaire et décisionnel propice au développement de l'assurance inclusive (par exemple, partager des données sur les risques climatiques, discuter des possibles subventions, réglementer les partenariats commerciaux innovants).

3.3 Accroître la connaissance du public sur les avantages de l'assurance ; coopérer avec d'autres organes publics comme le ministère de l'Éducation, par ex. concevoir des campagnes nationales de sensibilisation à l'assurance, inclure l'éducation financière dans les programmes scolaires, former des champions locaux qui seront des catalyseurs.

Exemple : Fu-Turismo, coopération entre l'autorité de contrôle, le ministère du Tourisme et le secteur des assurances pour accroître la résilience aux risques climatiques.

Le Costa Rica a participé au troisième cycle du Laboratoire d'innovation en assurance inclusive (lab-iai, *iii-lab*) et a co-créé Fu-Turismo, une plateforme web en libre accès sur les risques climatiques destinée aux micro, petites et moyennes entreprises du secteur du tourisme. Le ministère du Tourisme, en coopération avec l'autorité de contrôle et divers assureurs, s'est associé pour rendre le secteur du tourisme, l'un des plus importants du pays, plus résilient aux risques climatiques via l'utilisation de l'assurance et d'autres outils réduisant les risques.

Fu-Turismo aide les entreprises à comprendre leurs risques climatiques, à évaluer leurs vulnérabilités à partir de données géographiques et opérationnelles, et à identifier les mesures qui accroîtraient leur résilience. Ces mesures comprennent l'amélioration des pratiques de gestion des risques et l'accès à des produits d'assurance appropriés. Fu-Turismo a été sélectionné comme l'un des trois projets nationaux soutenu au titre de *Global Risk Management Alliance*, qui intègre les données nationales des risques d'inondation dans la conception de la résilience financière à long terme.



OG 4: Un engagement constructif entre les acteurs des secteurs public et privé est établi

Description: Les autorités de contrôle poursuivent un engagement structuré et transparent avec le secteur de l'assurance afin d'améliorer l'offre en assurance inclusive.

Les interventions possibles de contrôle peuvent être :

- 4.1 Participer aux PPP (partenariats public-privé) et projets pilotes menés par le secteur.
- 4.2 Promouvoir une politique de "porte ouverte" qui permette des retours clairs et rapides du secteur.
- 4.3 Etablir des forums de dialogue réguliers avec le secteur (par exemple, un groupe de travail sectoriel).

Exemple: Mejorconseguros & Superadoras est une initiative conjointe d'acteurs des secteurs public et privé afin d'améliorer l'accès femmes à faibles revenus à l'assurance.

Mejorconseguros est une campagne de réseaux sociaux lancée en Argentine suite à la participation au second Laboratoire d'innovation en assurance inclusive (lab-iai, *iii-lab*). C'est un effort conjoint des secteurs public et privé pour relever le défi majeur du faible niveau de

sensibilisation et d'accès à l'assurance dans le pays. Cette campagne multi-acteurs met l'accent sur l'importance de l'assurance pour les femmes à faibles revenus et explique les types de produits d'assurance disponibles. En utilisant un langage simple, les concepts de base de l'assurance sont expliqués, et des quiz humoristiques sont utilisés pour susciter l'intérêt des abonnés de cette campagne.

Après la fin du lab-iai, un sous-groupe de l'équipe argentine (l'autorité de contrôle et cinq assureurs) a choisi de s'attaquer au deuxième obstacle identifié pour le développement du marché de l'assurance inclusive : le manque de produits adaptés aux femmes à faibles revenus. Les « *Superadoras* » sont des produits d'assurance développés spécifiquement pour les femmes entrepreneures pour renforcer leur résilience face aux chocs financiers. Ces produits sont proposés via une plateforme en ligne à des prix abordables. La manière dont le secteur de l'assurance (incluant un large éventail d'assureurs et de représentants de courtiers) s'est associé à l'autorité de contrôle, et leur collaboration qui se poursuit à ce jour, sont une innovation sur le marché argentin qui continue d'influencer les interactions dans le secteur.



OG 5: Les expériences et enseignements de l'assurance inclusive sont partagés avec les communautés nationale, régionale et mondiale les plus larges.

Description : Les autorités de contrôle encouragent le partage des initiatives et de leurs enseignements pour tirer parti de toutes les connaissances disponibles dans leur juridiction et auprès de leurs homologues d'autres juridictions.

Possibles interventions de contrôle :

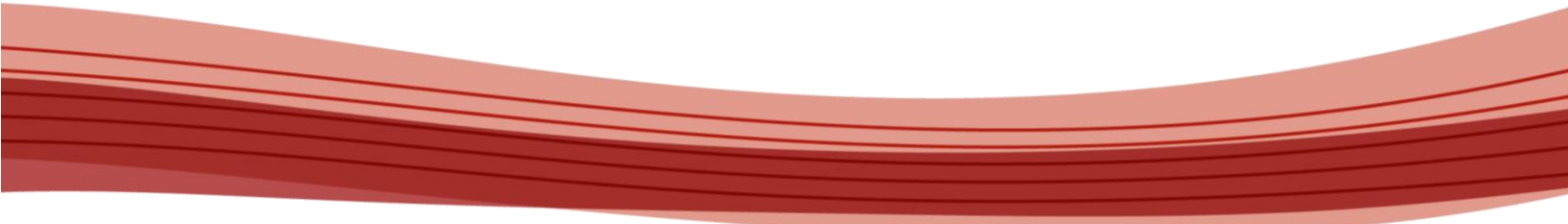
5.1 Les autorités de contrôle échangent leurs expériences et enseignements concernant la formulation des politiques d'assurance inclusive, les approches réglementaires et les stratégies de mise en œuvre.

5.2 Participer et contribuer aux séminaires régionaux et aux autres événements liés au contrôle d'assurance, pour partager les meilleures pratiques.

5.3 Contribuer aux séminaires des associations régionales du secteur des assurances.

Exemple : Encourager l'échange entre pairs et le soutien à travers le Laboratoire d'innovation en assurance inclusive (lab-iai, *iii-lab*).

Un aspect clé du lab-iai est d'apprendre de l'expérience de pairs d'autres pays. Après sa participation au premier lab-iai, le commissaire ghanéen aux assurances a visité son



homologue kényan, avec un ordre du jour largement influencé par les discussions que les contrôleurs ghanéens et kényans ont eues durant les réunions du lab-iai. Mais ce ne sont pas seulement les contrôleurs qui ont continué à apprendre les uns des autres après la fin du lab-iai ; certains assureurs kényans ont aussi appris du marché de l'assurance obsèques au Ghana, et ont commencé de proposer ces produits pour mieux servir la population à faibles revenus du Kenya.